

alors que cette vieille mine qui a fonctionné durant tant d'années et qui constituait le gagne-pain d'un si grand nombre de nos concitoyens, a fermé hier en laissant des gens sans autres possibilités d'emploi, que ces messieurs d'en face y trouve matière à rire.

Or, je dois leur dire qu'on ne rit pas au Cap-Breton. Je tiens beaucoup à parler sérieusement de la question et de ce qu'il faudrait faire dès maintenant à cet égard. Mais les députés semblent trouver plus intéressant de remonter dans le passé que de réfléchir à ce qu'on pourrait entreprendre à l'heure actuelle.

**L'hon. M. Sévigny:** Que proposez-vous?

**L'hon. M. Pickersgill:** Permettez-moi de formuler ma proposition au lieu de m'interrompre constamment. (*Exclamations*)

**M. le président suppléant (M. Chown):** A l'ordre!

**L'hon. M. Pickersgill:** Le fait est que le gouvernement ne veut pas qu'on lui propose quelque chose à ce sujet ni à tout autre égard. Il y a eu, en octobre dernier, les propositions de M. Rand. Mais il a immédiatement institué un autre comité pour examiner ses propositions. Maintenant, on nomme un troisième comité pour étudier le rapport du deuxième et on remettra tout jusqu'à ce que les crédits soient adoptés, de façon que le Parlement ne puisse pas débattre le problème.

Un autre comité a également été invité à soumettre un rapport, qui, d'après ce qu'a dit—à juste titre d'ailleurs—le député de Cap-Breton-Sud, a été dissimulé au Parlement par ce gouvernement, qui l'a cependant distribué partout ailleurs. Je me joins au député pour protester contre le comportement du gouvernement et son manque de respect pour le Parlement à cet égard. Le fait est que le gouvernement ne veut pas qu'on débattre ce sujet. Il ne veut pas attirer l'attention sur ce point. Il se refuse absolument à faire quelque chose à ce sujet, parce qu'il n'a pas la moindre idée de ce qu'il doit entreprendre.

**L'hon. M. Sévigny:** Que proposez-vous donc?

**L'hon. M. Pickersgill:** Je dirai que si ces messieurs d'en face avaient tenu certaines des promesses qu'ils ont faites à Moncton en 1957...

**Une voix:** Nous les avons tenues.

**L'hon. M. Pickersgill:** ...et s'ils avaient institué la commission des subventions pour immobilisations qu'ils avaient promise; s'ils avaient entrepris le programme de décentralisation de l'industrie qu'ils avaient fait miroiter...

[L'hon. M. Pickersgill.]

**Une voix:** Nous l'avons entrepris.

**L'hon. M. Pickersgill:**...s'ils avaient pris des dispositions pour remanier le tarif-marchandises comme ils l'avaient promis; s'ils avaient donné la préférence à cette région pour les fournitures au titre de la défense, comme ils l'avaient annoncé, tout cela aurait bénéficié à l'économie du Cap-Breton, ces quatre dernières années. Mais aucune suite n'a été donnée à toutes ces promesses.

**L'hon. M. Sévigny:** Et vos propres propositions?

**Une voix:** Ils nous ont donné un cirque à trois pistes.

**M. Crouse:** J'invoque le Règlement, monsieur le président...

**M. le président suppléant (M. Chown):** A l'ordre!

**M. Crouse:** Monsieur le président, le député de Bonavista-Twillingate vient de faire une déclaration absolument infondée. Il prétend qu'aucune des promesses faites à Moncton n'a été tenue...

**L'hon. M. Pickersgill:** Cela n'a rien à voir au Règlement. Faut-il qu'on m'interrompe constamment?

**M. Crouse:** Presque toutes les résolutions visant la région atlantique ont été mises en pratique et j'ai ici ces résolutions telles qu'elles ont été publiées alors.

**M. le président suppléant (M. Chown):** A l'ordre! Si l'honorable député de Queens-Lunenburg a une question à poser à l'honorable député, ça va; mais son rappel au Règlement n'est pas fondé du tout.

**L'hon. M. Pickersgill:** Monsieur le président, je voudrais continuer.

**M. Crouse:** On a donné suite à presque toutes ces résolutions...

**L'hon. M. Pickersgill:** Monsieur le président, l'honorable député pourrait-il mettre fin à son verbiage pour que je puisse continuer? Lorsque j'ai été interrompu, j'avais rappelé quatre des promesses qui ont été faites à Moncton, mais qui n'ont pas été respectées; pourtant, si elles avaient été respectées, elles auraient aidé à stimuler l'économie de toute la région du Cap-Breton. Il est bien évident, et il y a longtemps que c'est parfaitement évident, et le ministre a été assez franc pour l'admettre ce soir...

**Une voix:** Répondez à la question.

**L'hon. M. Pickersgill:** ...que, en raison de progrès d'ordre technologique ou autres, la demande de charbon baissait...

**L'hon. M. Sévigny:** C'est juste.